
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.54247

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Joachim HERRMANN (Hg.), *Deutsche Geschichte in 10 Kapiteln*, Berlin (Akademie-Verlag), 1988, 512 p.

Qu'un livre d'histoire publié en RDA en 1988 attache une grande importance aux luttes de classe et à la succession des formations sociales structurant l'histoire de l'Allemagne depuis les conflits opposant les Romains aux Germains jusqu'à nos jours, voilà qui ne surprendra personne.¹ Sur les dix chapitres que comporte le volume, trois sont consacrés à la formation et au développement de la société féodale (jusqu'à la fin du quinzième siècle), deux à la naissance et au développement du capitalisme (jusqu'en 1871). Les 5 derniers chapitres qui traitent d'un siècle d'histoire allemande (1871–1988) occupent un peu plus de la moitié de l'ouvrage. La périodisation de l'époque récente est celle que l'on pouvait attendre: au Deuxième Reich, à la République de Weimar, à la période nationale-socialiste sont consacrés des chapitres séparés. La période 1945–1988 est divisée en deux chapitres: 36 pages pour les quatre années 1945–1949, 55 pages pour les quarante années de la République démocratique allemande.

Les illustrations (dessins, tableaux, photographies pour la période récente) sont nombreuses et assez classiques: l'originalité réside dans le nombre élevé de celles qui décrivent la vie des classes laborieuses. On trouvera le portrait de Luther ou de Johann Sebastian Bach, pas celui de Frédéric II, ni de Guillaume II ou de Hitler. Chaque chapitre se clot sur un tableau pleine page en couleur. Nombreuses sont les cartes, mais on peut se demander parfois si elles fournissent des renseignements significatifs (ex. p. 415).² Le rôle des personnalités n'est pas passé sous silence. L'action d'un Thomas Müntzer, si elle donne à la théologie de Luther sa «dimension politique» (p. 146), n'en annule pas pour autant les effets réformateurs de celle-ci (p. 142–143). Une importance particulière est attribuée à la culture. Il est significatif que les noms de Goethe ou de Brecht soient cités 7 fois, deux fois plus que celui de Staline (3 mentions), presque aussi souvent que celui de Thälmann (9 mentions).

Le décalage par rapport à des ouvrages du même genre publiés en RFA est également sensible dans la place réservée à la structure de la classe ouvrière et au rôle de ses représentations politiques: social-démocratie, parti communiste, parti socialiste unifié (SED), ou encore dans l'importance attribuée à la résistance au national socialisme (p. 359–365 et p. 384–388): onze pages soit le quart du chapitre consacré au Troisième Reich.

S'il est difficile au non-spécialiste de comparer un tel ouvrage à la production historiographique des «pays occidentaux» pour les périodes précédant la constitution de l'Empire allemand en 1871, d'apprécier si (et en quoi) il innove par rapport à des publications est-allemandes antérieures, en revanche il est facile de constater que, pour le siècle qui vient de s'écouler, la présentation de l'histoire allemande ne comporte guère d'innovations par rapport, par exemple, aux trois tomes publiés en 1967–1968 par le Verlag der Wissenschaften³.

On retrouvera donc dans le présent volume un certain nombre d'assertions qui nous paraissent historiquement contestables ou au moins discutables. En voici quelques-unes: Karl Liebknecht n'était pas en 1900 un des animateurs du courant de gauche dans la social-démocratie au même titre que, par exemple, Rosa Luxemburg (ce n'est que plusieurs années plus tard qu'il en deviendra une des figures marquantes); la définition répétée du fascisme hitlérien comme un mouvement «créé et développé par le grand capital» (p. 344) qui à son tour

1 Ce compte rendu fut écrit au début 1989.

2 Pour prouver l'accroissement numérique de la classe ouvrière jusqu'à nos jours (alors que toutes les statistiques démontrent la baisse des effectifs des ouvriers d'industrie au bénéfice du secteur tertiaire), les auteurs ont regroupé dans une même catégorie «ouvriers et employés» (tableau 31, p. 470), alors que ces catégories sont ailleurs décomptées séparément (tableau 21, p. 379).

3 *Deutsche Geschichte* (ouvrage collectif en 3 volumes, t. 1, Von den Anfängen bis 1789, t. 2, 1789–1917, t. 3, 1917 à nos jours. Existe aussi sous forme de Lehrbuch en une douzaine de volumes. On retrouve parfois les mêmes auteurs dans la *Deutsche Geschichte* et dans le présent ouvrage: Wolfgang RUGE pour la République de Weimar, Heinz HEITZER pour la période 1945–1949.

»favorisa la dictature directe du capital monopoliste dans tous les secteurs de la société« (p. 353), cette »Agententheorie« étant atténuée mais non précisée par l'affirmation qu'il faut entendre par »agents« »les fondés de pouvoir d'une entreprise qui disposent d'une large liberté de mouvement«⁴.

Face aux nationaux-socialistes, les communistes. S'il est juste de souligner leur courage et leurs sacrifices – trop souvent passés sous silence dans les ouvrages d'histoire »occidentaux« – pourquoi prétendre que »le comité central a dirigé de l'extérieur sans interruption la résistance« (p. 362) des communistes, alors que, à maintes reprises les coups de la Gestapo ont totalement désorganisé l'appareil communiste en Allemagne. L'ouvrage passe rapidement sur »l'erreur« que constitua la thèse du social-fascisme sans en analyser ni l'origine, ni les prolongements (p. 334). La Deuxième Guerre mondiale est toujours définie à ses débuts »comme le conflit de deux groupements impérialistes« (p. 369), même si c'est l'impérialisme allemand qui est »responsable de son déclenchement« (p. 394).

Longtemps la République fédérale a prétendu représenter seule l'Allemagne, ignorant délibérément l'existence de l'autre Etat allemand. A l'inverse, à partir de 1945, pour les auteurs du présent ouvrage, l'histoire allemande se réduit à peu près à celle de la zone soviétique, puis de la RDA. Aussi bien le dixième chapitre est-il intitulé »Le socialisme dans la République démocratique allemande« (p. 435) et il n'est question de la RFA que marginalement. Par exemple pour expliquer la construction du »mur«, présentée comme une mesure préventive destinée à prévenir »l'agression [militaire] que préparait la RFA«, alors qu'il s'agissait en premier lieu d'empêcher le passage à l'Ouest de citoyens de la RDA (cet exode n'est pas mentionné)⁵.

L'ouvrage est complété par un index des noms cités et par une bibliographie qui, à deux exceptions près, ne comporte que des ouvrages ou des articles publiés en RDA. Cette constatation donne son sens à l'ouvrage. Il s'agit d'un livre qui ignore totalement les publications historiques des autres pays.

Cet ouvrage fournit donc au lecteur des informations sur les conceptions historiques officiellement admises en RDA (cela vaut au moins pour la période contemporaine). Il s'agit très probablement – si l'on en juge par les débats reproduits dans plusieurs revues – d'une situation provisoire et qui sera sans doute rapidement dépassée⁶. Cette *Deutsche Geschichte in 10 Kapiteln* ne donne pas une image fidèle des travaux des historiens de RDA encore trop souvent méconnus à l'Ouest et qui, dans bien des domaines, ne sauraient être ignorés⁷.

Gilbert BADIA, Paris

4 S'il ne nous paraît pas possible de réduire le national-socialisme à la fonction de »fondé de pouvoir du grand capital«, il ne nous paraît pas plus fondé de nier ou de minimiser la responsabilité des dirigeants de l'économie allemande dans l'arrivée au pouvoir du national-socialisme et le déclenchement et la poursuite de la guerre. Voir sur ce point Gilbert BADIA, Une question toujours controversée: les rapports entre les industriels allemands et le national-socialisme, dans: Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes, n° 30, 1987, p. 109–122.

5 Pas plus que n'avait été mentionné l'accord germano-soviétique en vertu duquel l'URSS récupéra en 1939 les territoires ex-polonais situés à l'est de la ligne Curzon.

6 Voir à ce sujet la contribution de J. S. Drabkin sur la révolution allemande de novembre 1918 »Der Anspruch auf ein Wahrheitsmonopol [der marxistischen Geschichtsschreibung] ist nicht stichhaltig« (p. 743) ou la nécessité, soulignée par deux historiens soviétiques, d'étudier plus à fond (gründlicher) les déviations sectaires du Komintern à la fin des années vingt (p. 823) in: Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung, 6, 1988.

7 Pour ne citer qu'un exemple voir *Deutschland im Zweiten Weltkrieg*, Wolfgang Schumann (Hg.), 6 vol., Berlin, 1982–1985.